



HAL
open science

Mobilisations orthodoxes en Géorgie : la politique par d'autres moyens

Silvia Serrano

► **To cite this version:**

Silvia Serrano. Mobilisations orthodoxes en Géorgie : la politique par d'autres moyens. Les Études du CERI, 2020, 247-248, pp.67 - 71. 10.25647/etudesduceri.247-248.11 . hal-03579291

HAL Id: hal-03579291

<https://sciencespo.hal.science/hal-03579291>

Submitted on 18 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Mobilisations orthodoxes en Géorgie : la politique par d'autres moyens *par Silvia Serrano*

Une crise politique majeure, qui a fragilisé le pouvoir et détérioré les relations avec la Russie, s'est ouverte le 20 juin 2019 en Géorgie. Des dizaines d'opposants sont descendus dans la rue pendant plusieurs jours pour protester contre ce qui leur paraissait être une provocation : Sergeï Gavrilov, un député communiste de la Douma russe, connu pour ses positions antigéorgiennes, avait prononcé un discours depuis le perchoir du Parlement géorgien en tant que président de l'assemblée générale de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie. De nombreux observateurs ont découvert à cette occasion cette organisation née en 1994 en Grèce, ainsi que les arrangements improbables par lesquels son assemblée générale était présidée par un député russe communiste. Cet épisode témoigne de l'importance prise par l'orthodoxie dans la vie politique géorgienne et au niveau régional, mais aussi la difficulté à cerner le type de projet politique qu'elle sert.

Les liens entre orthodoxie et politique en Géorgie sont en général abordés à partir des institutions et des processus d'instrumentalisation de l'Eglise par le pouvoir ou l'inverse – la « symphonie byzantine »¹ – ou par un Etat tiers – la « main de Moscou ». Ces analyses ne permettent pas de comprendre la diversité ni l'instabilité des identités politiques qui se réalisent à travers l'orthodoxie. Notre objet est de mettre en lumière le caractère labile des relations entre religion et politique, en retraçant quelques-unes des articulations qui se sont nouées depuis les années 1990, parfois parallèlement, chacune engageant des acteurs, des modes de mobilisation, des formes organisationnelles et des rapports aux institutions politiques différents.

Le nationalisme orthodoxe

Comme dans de nombreux Etats anciennement socialistes, la religion a été mise au service de la construction nationale et étatique. L'une des plus vieilles Eglises autocéphales, l'Eglise orthodoxe de Géorgie (EOG), a joué un rôle clef à l'époque prémoderne dans la constitution puis la préservation d'une culture fortement différenciée dans un territoire où le géorgien était langue liturgique depuis le x^e siècle. A l'ère des nationalismes, elle a ainsi pu fournir des « ressources culturelles profondes »².

Incarnation de la nation, l'Eglise est au cœur de la légitimation de l'Etat. La canonisation, le 20 juillet 1987, de l'écrivain Ilia Tchavtchavadze, l'une des figures principales du nationalisme géorgien, a constitué un acte fondateur de la construction du nouvel Etat³. Après l'indépendance, les élites politiques et le patriarcat ont mis en scène leur convergence et contribué à la coproduction de l'Etat-Nation. Les présidents se font baptiser, prêtent serment

¹ Ce terme fait référence à la complémentarité entre l'empereur et le patriarche dans l'Empire byzantin.

² A. Smith, *Chosen Peoples*, New York, Oxford University Press, 2003.

³ Z. Andronik'ashvili, G. Maisuradze, « Sek'ularizatsia da sek'ularizatsiis bedi sakartveloshi » (La sécularisation et ses vicissitudes en Géorgie), in M. Ghaghanidze, G. Zedania, *Sek'ularizatsia : k'ontsept'i da k'ont'ekst'ia* (Sécularisation : concept et contexte), Tbilissi, Editions de l'université d'Etat Ilia, 2009.

sur la Bible lors des cérémonies d'investiture, les fêtes religieuses deviennent des fêtes nationales. Acteurs politiques et religieux mettent leur imagination au service d'une intense activité d'invention de traditions. Des sympathisants de la formation de Mikheil Saakachvili ont conçu en 2004 un nouvel étendard à cinq croix à partir des blasons des héros médiévaux. Les architectes du patriarcat construisent de monumentales cathédrales au style néomédiéval qui redessinent les paysages urbains, comme la cathédrale de l'icône de la Vierge d'Ibérie en 2019. La carte imaginaire de l'Etat recouvre celle du territoire canonique qui englobe l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. La crainte d'une mise en cause par l'Eglise russe du territoire canonique explique la grande prudence qu'a adoptée l'EOG après la reconnaissance de l'autocéphalie de l'Eglise ukrainienne par le patriarcat œcuménique en 2019.

Le renforcement symbolique de l'Etat se double d'un réarmement institutionnel et matériel de l'Eglise. Le principe de la séparation inscrit dans la Constitution a peu à peu été vidé de sa substance. Un « accord constitutionnel » signé en 2002 entre l'Etat et l'Eglise a accordé à cette dernière des privilèges importants et a facilité le transfert en toute opacité de biens nationalisés à l'époque soviétique. Sous Mikheil Saakachvili (2004-2012), les dotations du budget public à l'Eglise ont été multipliées par vingt. Quand l'Agence nationale pour les affaires religieuses a été créée en 2014, tous les membres en étaient orthodoxes, et son président nommé sur recommandation du catholicos, confirmant l'exclusion symbolique des minorités du corps national. Le Premier ministre alors en exercice, Giorgi Kvirikachvili, a mis publiquement en cause le sécularisme en 2017, en déclarant que « dans son sens classique », il ne convenait pas à la Géorgie où l'Eglise et l'Etat étaient « entremêlés »⁴.

Le moment populiste : orthodoxie populaire et contestation des élites

Une deuxième articulation entre religion et politique en Géorgie pourrait être qualifiée de populiste, dans le sens où elle introduit une polarisation entre peuple et élite et met en équivalence des revendications sans cohérence idéologique⁵.

Dans les années 1970, pour les dissidents, et notamment pour le plus connu d'entre eux, Zviad Gamsakhourdia, la promotion de l'orthodoxie s'accompagnait d'une critique de l'institution ecclésiastique, accusée de compromission avec les autorités. Ce potentiel oppositionnel s'est réactivé après l'accession à l'indépendance et a placé l'orthodoxie au cœur du dissensus politique. L'extrême labilité des usages contestataires de l'orthodoxie la rend disponible à des formes de mobilisations populaires qui, sans mettre en cause la dimension culturelle et nationale de la religion, se sont caractérisées par un rejet des institutions, y compris de l'institution ecclésiastique.

C'est ainsi qu'en avril 1999 se sont formés des rassemblements contre l'organisation d'une exposition de collections géorgiennes dans plusieurs musées des Etats-Unis. Les manifestants craignaient que si les icônes étaient envoyées à l'étranger, et plus particulièrement l'icône

⁴ Site officiel du gouvernement, consulté le 20 décembre 2017 (http://gov.ge/index.php?lang_id=GEO&sec_id=462&info_id=62040).

⁵ E. Laclau, *La Raison populiste*, Le Seuil, 2008.

miraculeuse d'Antchiskhati, la Géorgie perde la protection que leur grâce lui confère. Durant plusieurs mois, des manifestants ont battu le pavé à Tbilissi, et la mobilisation s'est rapidement étendue à la province. Les autorités ont été *in fine* contraintes à rompre le contrat avec les musées étrangers en juillet 1999. Loin de mettre fin au conflit, cette mesure l'a transformé : un groupe né de la première campagne, « les paroissiens d'Antchiskhati », a poursuivi le combat, exigeant le « retour » à l'Eglise des icônes exposées dans les musées, contre l'avis de celle-ci. Les militants se sont installés durablement sous l'auvent du musée des Beaux-Arts, en plein centre de Tbilissi, réunissant une foule nombreuse à l'occasion des prières collectives et participant à des actions ponctuelles telles qu'une procession à la limite avec l'Abkhazie, ou la pérégrination d'icônes dans les communautés géorgiennes en diaspora⁶.

Les répertoires d'action, le profil des acteurs mobilisés et la nature des revendications présentent un contraste par rapport aux manifestations plus explicitement politiques. Les relations que les militants entretiennent avec l'Eglise sont ambiguës : elle est critiquée tout en étant le réceptacle d'attentes diffuses. De son côté, le patriarcat oscille entre soutien, rejets et tentatives de récupération au gré des circonstances. Si les participants ont été vilipendés comme « instrumentalisés », les hommes politiques qui souhaitaient rejoindre les manifestants ont été refoulés par la foule.

Ces mobilisations se caractérisent par l'absence de leader connu ou reconnu et par un faible niveau d'organisation. Les jeunes provinciaux à l'initiative de l'action sont retournés à l'anonymat une fois celle-ci finie et ont abandonné la politique. Les « paroissiens d'Antchiskhati » avaient pour chef de file un ancien *zviadiste* (partisan du premier président de la Géorgie indépendante, Zviad Gamsakhourdia) pâlot, aux ressources culturelles et sociales limitées. Ils réunissaient des sans-voix, des petites gens, des laissés-pour-compte des réformes libérales. La temporalité du mouvement en a constitué le trait le plus saillant. Le meeting s'est transformé en une occupation durable de l'espace public. L'auvent du musée s'est mué au fil des années en un lieu saint populaire, à mesure que copies d'icônes, images pieuses, fioles d'eau bénie, etc., s'y accumulaient.

A la revendication première – l'annulation des expositions – se sont peu à peu mêlés des slogans très divers, portant sur l'augmentation des prix de l'énergie, le contexte géopolitique ou le rachat du distributeur d'électricité par une entreprise états-unienne. Les demandes de transfert des icônes à l'Eglise se sont elles aussi accompagnées de demandes telles que la mention du groupe ethnique sur les papiers d'identité ou la réintégration des régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. En témoignant de leur attachement aux icônes, les manifestants ne se sont pas contentés d'allier geste politique et religieux, ils ont traduit dans le vocabulaire de l'orthodoxie des attentes politiques diffuses, hétérogènes, inégalement explicitées et qu'ils ne pouvaient alors exprimer dans l'espace politique institutionnel. L'orthodoxie a réintroduit des clivages internes à la nation. La constitution d'une identité populaire anti-élitiste et anti-institutionnelle l'a emporté sur les contenus idéologiques : parmi les activistes, certains ont ensuite rejoint les rangs du Mouvement national (la formation de Mikheil Saakachvili) lors de la « révolution des roses », d'autres l'opposition, ou encore quitté la politique.

⁶ S. Serrano, *Orthodoxie et politique en Géorgie post-soviétique*, Karthala, 2018.

De la religion aux valeurs

Une troisième articulation entre orthodoxie et politique porte sur la reformulation des débats publics en termes de croisade morale. Elle engage de nouvelles formes d'organisation et une relative stabilisation des contenus idéologiques sous l'influence de circulations transnationales.

Contrairement à ce que peuvent laisser croire les indicateurs signalant de très hauts niveaux de confiance dans l'Eglise, le message de cette dernière exerce une faible influence sur les pratiques sociales, comme en témoignent les taux élevés d'avortements, de divorces, ou la faible natalité. En s'érigeant spécialiste de la morale, elle espère peser sur une société géorgienne en réalité très sécularisée. Le thème des « valeurs » traditionnelles à protéger contre les menaces provenant d'un Occident décadent, sans être nouveau, devient central dans son discours public et s'enrichit de thématiques nouvelles. La famille est désormais explicitement définie comme l'union d'un homme, protecteur et pourvoyeur de revenus, et d'une femme lui devant obéissance, en charge du foyer et de l'éducation des enfants. L'avortement doit être interdit au nom du déclin démographique, mais la fécondation *in vitro* et la gestation pour autrui également. Cette nouvelle rhétorique accorde une place obsessionnelle à la théorie du genre et à l'homosexualité, quitte à exposer le patriarcat lui-même à des scandales. Par ses dénonciations du « péché sodomite », le catholicos valide l'activisme anti-LGBT. Le patriarcat n'a pas condamné, par exemple, la participation de prêtres aux attaques contre les participants à la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, le 17 juin 2013 ; il les a même légitimées en instaurant l'année suivante à la même date une Journée de la pureté familiale, et en s'associant depuis aux demandes d'interdiction de la Gay Pride à Tbilissi.

A la différence des mobilisations décrites plus haut, le cadrage cognitif en matière de valeurs est le fait d'entrepreneurs politiques organisés, qu'il s'agisse d'organisations dépendantes du patriarcat – comme l'organisation de la jeunesse, les Davitianni –, de formations politiques ou d'organisations de la société civile qui se sont multipliées après la guerre russo-géorgienne de 2008. Vétérans d'Afghanistan, des guerres des années 1990, retraités des structures de force nostalgiques de la grandeur soviétique – réunis dans l'Alliance des patriotes –, diaspora et hommes d'affaires enrichis en Russie ou transfuges déçus d'anciens mouvements proches de Saakachvili se retrouvent désormais autour de la bannière orthodoxe, rejoints par des groupes néofascistes, comme la Marche géorgienne.

Derrière des groupuscules en constante réorganisation et très actifs sur les réseaux sociaux, on trouve les mêmes hommes dans les campagnes contre l'avortement, pour l'interdiction des événements culturels ou de la « propagande » de l'homosexualité, mais aussi au service d'autres causes comme la lutte contre l'immigration musulmane. Ils se battent sur le terrain législatif ou recourent à l'intimidation physique. L'un d'entre eux, Lévan Vassadzé, promettait ainsi en juin 2019 d'organiser des « brigades citoyennes » capables d'en découdre avec les « chiens globalistes » qui détruisent la culture géorgienne⁷. De fait, les cinéphiles désireux

⁷ C. Pushaw, « Don't underestimate the threat of Georgia's "knight in shining armour" », *New Europe*, 18 juin 2019, https://www.neweurope.eu/article/dont-underestimate-the-threat-of-georgias-knight-in-shiningarmour/?fbclid=IwAR09kcLrqDp_k9GO3GPf7c6oGI5tx88RWDjcIStuUKDGaIWAKYfuFFni9eM, consulté le 15 novembre 2019.

d'assister en novembre 2019 à la première de *Et puis nous danserons*, le film d'un réalisateur suédois d'origine géorgienne, ont dû s'armer de courage : les six cinémas de Tbilissi et Batoumi qui le projetaient ont été la cible de groupes violents se réclamant de l'orthodoxie et pour qui les amours naissantes entre deux membres d'une troupe de danse folklorique géorgienne revêtaient un caractère quasi blasphématoire. La police envoyée pour protéger les spectateurs a fait preuve d'un zèle limité et plusieurs d'entre eux ont été blessés.

En raison des liens attestés avec la Russie, ces campagnes sont imputées par leurs contempteurs à l'influence de Moscou. La défense des valeurs traditionnelles s'inscrit pourtant dans un mouvement plus vaste né de la convergence entre différents acteurs, dont l'Eglise orthodoxe russe, qui s'érigent en « entrepreneurs moraux »⁸, ont un champ d'action transnational et parviennent à mobiliser dans plusieurs pays autour de propositions identiques : demande d'inscription dans la Constitution de l'interdiction des mariages de même sexe (comme en Roumanie ou en Arménie, par exemple), loi sur l'atteinte aux sentiments de croyants (comme en Russie), etc. Levan Vassadzé représente bien ces acteurs insérés dans un espace globalisé : homme d'affaires enrichi en Russie, il est aussi parfaitement anglophone et bon connaisseur des milieux néoconservateurs états-uniens. Il peut se faire le défenseur de l'Eglise et de la tradition géorgiennes, participer au mouvement eurasiste d'Alexandre Douguine dont il est un proche, entretenir des liens étroits avec des chrétiens évangéliques états-uniens comme Pat Robertson et avoir organisé en 2016 le World Congress of Families à Tbilissi.

L'orthodoxie participe au niveau local d'un populisme néoconservateur chrétien transnational. Dans cet espace, les circulations ne se font pas à sens unique et peuvent échapper à leurs promoteurs : ainsi, le tueur de l'attentat de la mosquée de Christchurch, en mars 2019, avait inscrit sur ses armes les noms des rois David le Constructeur et David Soslan, deux héros du panthéon national géorgien.

Le cadrage du débat public autour des valeurs structure désormais la scène politique géorgienne où s'opposent les « traditionalistes » et les « libéraux ». Il se focalise à dessein sur les sujets les plus clivants et exacerbe les polarisations. L'un des effets est de mettre au second plan les questions économiques et sociales et, dans une moindre mesure, les options de politique étrangère, sur lesquelles les divergences entre le parti au pouvoir et l'opposition sont beaucoup moins claires. Quant à l'Eglise, si la défense des valeurs lui permet de négocier une place centrale dans la vie publique, elle est elle-même traversée par les dissensions politiques et s'expose à des accusations inédites. A la sortie de la dernière réunion du synode, en octobre 2019, un hiérarque a ainsi accusé, devant des journalistes sidérés, le catholicos-patriarche d'être lui-même coupable de « pédérastie ».

⁸ K. Stoeckl, « The Russian Orthodox Church as moral norm entrepreneur », *Religion, State & Society*, Vol. 44, n° 2, 2016, pp. 132-151.

Pour citer ce chapitre : Silvia Serrano, « Mobilisations orthodoxes en Géorgie : la politique par d'autres moyens », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 247-248, février 2020 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].